



Objectif général



Revenir sur les principes de la commande publique responsable

Identifier les grands enjeux Environnementaux et sociaux des achats de

S'approprier la méthodologie de création de clausiers

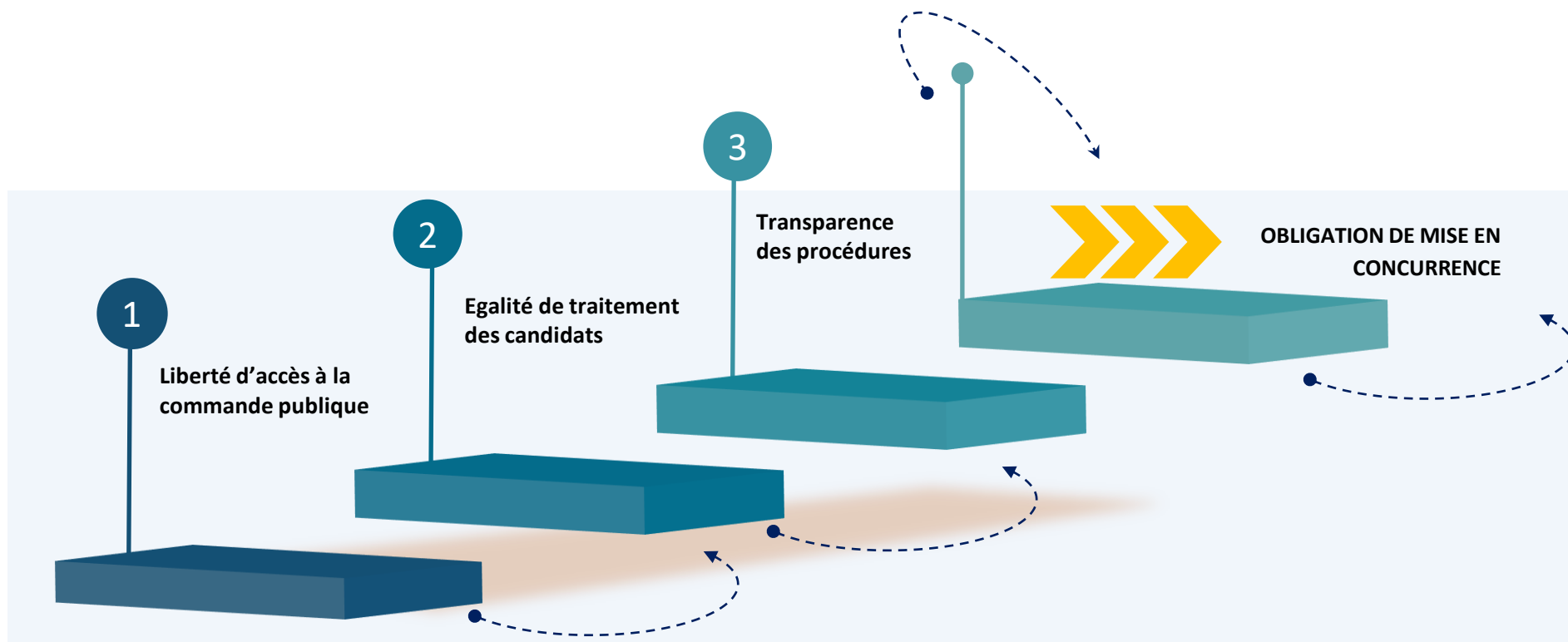
A grayscale photograph of a woman's face, partially obscured by her hands. She is peeking over her fingers, looking directly at the camera with a wide-eyed, surprised expression. Her hands are raised, with fingers spread, framing her eyes. The background is a solid, light gray.

Partie 1

Rappel du cadre de la Commande Publique

La commande publique

Les 3 grands principes





L'acheteur a **l'obligation**,
au moment de la définition de son besoin,
de réfléchir à l'intégration des principes
du **développement durable dans leurs dimensions
économique, sociale et environnementale.**

Article L.2111- 1 du Code de la Commande Publique



La prise en compte du développement durable est possible dès lors qu'il y a **un lien avec l'objet du marché**.

Ce lien peut porter sur l'ensemble des stades du cycle de vie.

Article L.2112 - 3 du Code de la Commande Publique



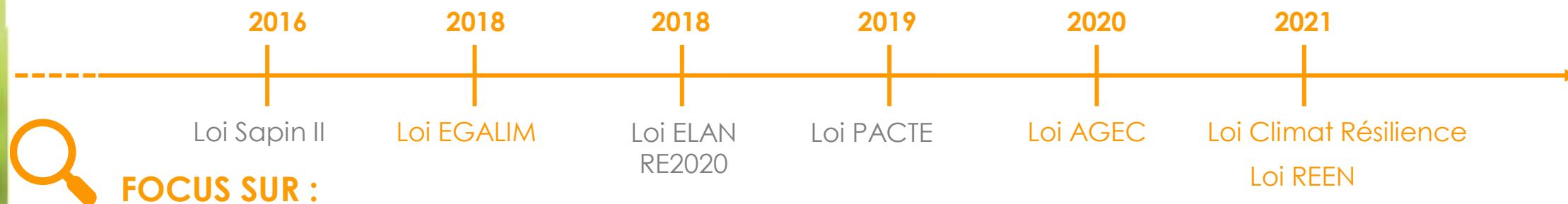
Une **Jurisprudence qui confirme ce principe !**

- Juger une entreprise sur sa politique globale en matière de RSE n'est pas possible
- Veiller à poser des exigences proportionnées et non discriminatoires



Assurer la conformité légale

Une réglementation qui s'accélère aussi en France



Loi EGALIM 1 et 2	Loi AGECE	Loi CLIMAT RESILIENCE	Loi REEN
<p>Objectif : Favoriser une alimentation saine, sûre et durable pour tous. Améliorer l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire</p> <p>➔ 50% de produits durables dans la restauration collective publique à partir du 1er janvier 2022 ; Intensification de la lutte contre le gaspillage alimentaire</p> <p>➔ Renforcer la construction du prix des produits alimentaires à</p> <p>➔ Ouvrir l'expérimentation à un « rémunéracore »</p>	<p>Objectif : Passer d'un modèle linéaire (produire – consommer – jeter) à une économie circulaire, économe en ressources et lutter contre le gaspillage.</p> <p>➔ 5 grands axes :</p> <p>sortir du plastique jetable, mieux informer les consommateurs, lutter contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire, agir contre l'obsolescence programmée, mieux produire.</p>	<p>Objectif : «Accélérer la transition de notre modèle de développement vers une société neutre en carbone, plus résiliente, plus juste et plus solidaire. »</p> <p>Objectif France : - 40% d'émissions de GES à 2030 //1990</p> <p>➔ Mise en œuvre des propositions de la Convention citoyenne</p>	<p>Objectif : entend faire converger transition numérique et transition écologique en responsabilisant tous les acteurs du numérique (consommateurs, professionnels du secteur et acteurs publics).</p>

La loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC)

Loi de février 2020
Entrée en vigueur en
janvier 2022

S'articule en cinq grands axes :

1. Sortir du plastique jetable
2. Mieux informer les consommateurs
3. Lutter contre le gaspillage
4. Agir contre l'obsolescence programmée
5. Mieux produire

Exigence dans la commande publique

- **Clauses et critères** utiles dans les cahiers des charges pour réduire la consommation de plastiques à usage unique, la production de déchets et privilégier les biens issus du réemploi ou qui intègrent des matières recyclées
- Article 58 : les biens acquis annuellement par les acteurs publics **devaient être issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrer des matières recyclées dans des proportions de 20 % à 100 %** selon le type de produit.

La commande publique représente environ 200 milliards d'euros annuels et doit donc être mise au service de la transition vers l'économie circulaire



Assurer la conformité légale

Une obligation d'intégrer des considérations environnementales et sociales

Quelques exemples qui vont transformer nos marchés

- 2021 : Interdiction des boîtes en polystyrène expansé (alimentation)
- 2021 : Tri des déchets à la source et collecte séparée + déchets de chantier.
- 2021 : interdiction de distribution gratuite de bouteilles en plastique
- 2022 : obligation de fontaines d'eau potable
- **2025 : Lave-linge neufs dotés d'un dispositif pour retenir les microfibres plastiques**
- **2023 : prise en compte de l'indice de réparabilité pour l'achat de produits numériques qui en disposent**
- **2026 : indice de durabilité**
- 2030 : Matériaux biosourcés ou bas-carbone dans minimum 25 % des rénovations lourdes et constructions relevant de la commande publique
- D'ici 2040 : fin de vente des véhicules lourds neufs affectés au transport de personnes ou de marchandises utilisant majoritairement des énergies fossiles
- Des objectifs de montant d'achat annuel sur fournitures d'acquérir certains biens issus du **réemploi** ou de la réutilisation ou intégrant des **matières recyclées**
Quelques exemples :
 - Papier d'impression et pour photocopie : 40% de produits recyclés
 - Fourniture de bureau : 40% de produits recyclés
 - Téléphones mobiles et fixes : 20% de produits réemployés ou réutilisés
 - Bâtiments modulaires préfabriqués : 20% de produits réemployés ou réutilisés
- **Lutter contre l'obsolescence programmée et l'obsolescence logicielle,**
- **Des objectifs contraignants de réparation, réemploi et de recyclage sur le numérique**

Le développement d'outils pour accompagner dans la démarche



**Un outil existant :
La plateforme RAPIDD**

[Rapidd.developpement-durable.gouv.fr](https://rapidd.developpement-durable.gouv.fr)

→ Référentiel général d'éco-conception des services numériques – critères de conception durables des sites web (pour 2024)

→ Mise à disposition par l'Etat d'« outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat » (au plus tard le 1^{er} janvier 2025)

Zoom sur les piliers de l'économie circulaire

Faire plus et mieux, avec moins :

ECONOMIE CIRCULAIRE

Trois domaines d'action

Sept piliers

ADEME



3 domaines d'actions
7 piliers

Les bonnes pratiques de l'économie circulaire au quotidien

Le bon schéma en tant que consommateur :

Prise de conscience

Réflexion

Action

LA FACE CACHÉE DE NOS ÉQUIPEMENTS À LA MAISON

2,5 tonnes d'objets
accumulées chez soi

18x plus de matières
mobilisées
pour les produire

TÉLÉVISEUR



11 kg

➔ **2,5 t**
de matières
mobilisées

GARDE-ROBE + chaussures



50 kg

➔ **2,5 t**
de matières
mobilisées

RÉFRIGÉRATEUR + congélateur



56 kg

➔ **1,75 t**
de matières
mobilisées

LAVE-LINGE



79 kg

➔ **2,1 t**
de matières
mobilisées

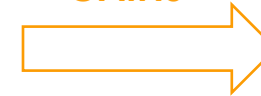
Des exemples d'exigences clients dans la sélection fournisseurs

L'éco-conception consiste à **intégrer** l'environnement **dès la conception** d'un produit ou service, et lors de **toutes les étapes** de son cycle de vie

L'écoconception dans un partenariat :
Reconditionnement d'une articulation en caoutchouc-métal



GAINS



Qualité : Pièce identique au neuf

Coût : Gain 37% vs prix neuf

Délai : Flexibilité (10 à 4 mois)

Environnemental : Empreinte carbone (Réemploi 50% des composants,

Savoir-Faire : Double source



Assurer la conformité légale

Une obligation d'intégrer des considérations environnementales et sociales

L'article 35 « Verdir l'économie » de la loi Climat et Résilience qui modifie le CCP ➔ **obligation de prendre en compte les dimensions environnementales et sociales dans les marchés publics et les contrats de concession**

Marchés publics	Procédure formalisée (AO, dialogue compétitif, ...)	Procédure adaptée (MAPA, ...)	Entrée en vigueur
ODD (*) - Principe de la commande publique	Obligatoire	Obligatoire	Immédiate
Spécifications techniques ODD (*)	Obligatoires	Obligatoires	Au plus tard dans les 5 ans après la publication de la loi (par décret)
Critère environnemental	Obligatoire	Obligatoire	
Conditions d'exécution environnementales	Obligatoires	Obligatoires	
Conditions d'exécution sociales	Obligatoires sauf 4 exceptions dont marchés de travaux < 6 mois	Facultatives donc possibles	
Exclusion des Marchés Publics : plan de vigilance	Exclusion facultative	Exclusion facultative	

(*) Objectifs de Développement Durable

Le Plan National des Achats Durables fixe 2 objectifs d'ici à 2025 :
100% des marchés avec au moins une considération environnementale
30% des marchés avec au moins une considération sociale

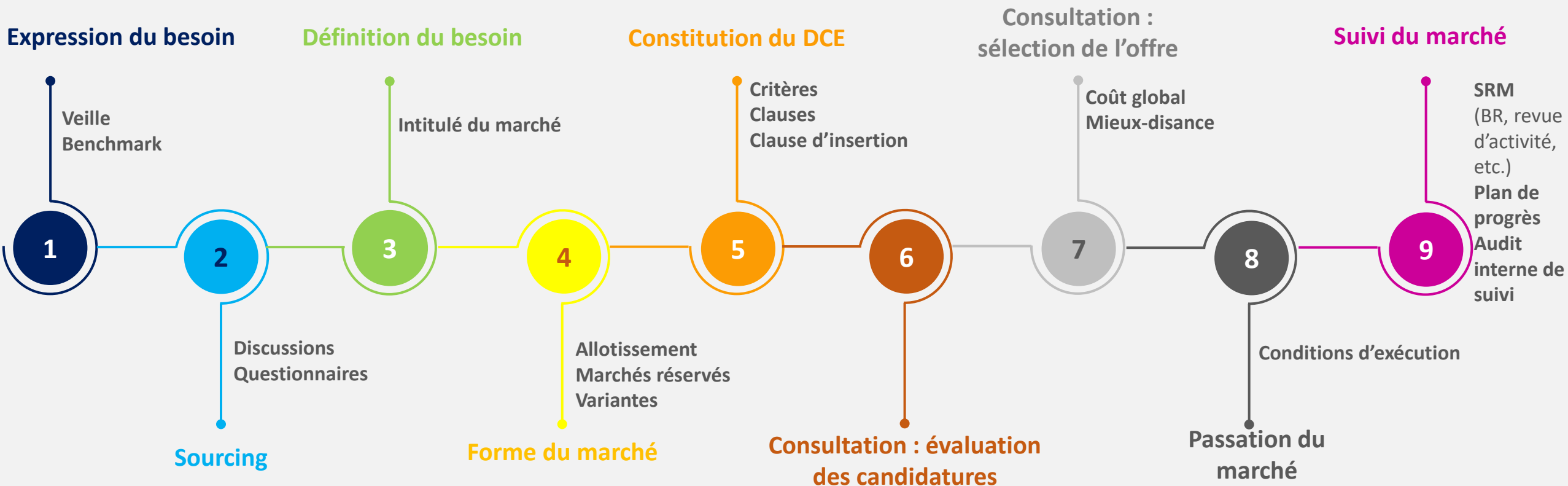
A grayscale photograph of a woman's face, framed by her hands raised to her eyes. The text 'Partie 2' is overlaid in white, bold, sans-serif font.

Partie 2

Une démarche responsable qui s'inscrit à différentes étapes du processus Achat

Cibler le bon moment

Les bons outils aux bons moments



La définition du besoin : l'intitulé du marché ?

Activité

Responsabiliser une prestation de restauration

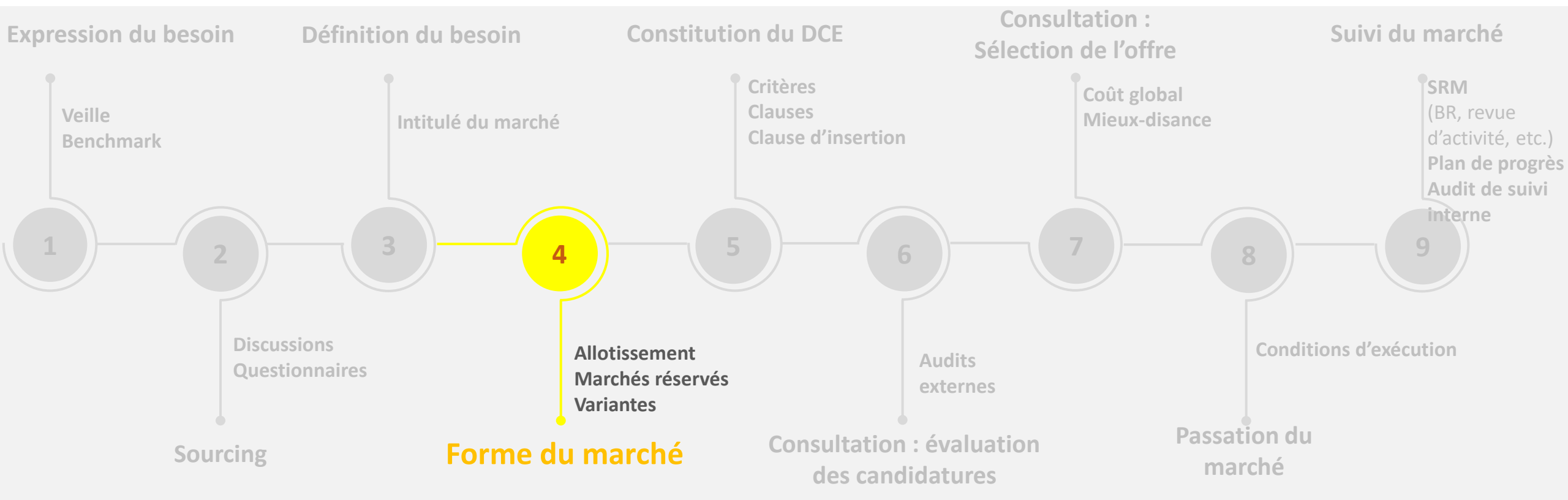
« Achat de meubles en bois **issus de forêts gérées équitablement** »

Responsabiliser une prestation événementielle

« Achat de mobilier **Issu de l'économie circulaire** »

Cibler le bon moment

La forme du marché



La forme du marché : l'allotissement

Une obligation pour tous les achats

- **Fractionnement** d'un marché en plusieurs sous-ensembles appelés «lots»
→ 2 lots = 2 prestations **distinctes**
- Chaque lot est **susceptible d'être attribué séparément** à des fournisseurs différents
- 1 lot = 1 **contrat distinct**
- **Interdiction d'imposer** aux candidats de répondre à tous ou une partie des lots
- *Attention* : l'allotissement ne doit pas conduire à un trop grand morcellement de la prestation

Obligatoire SAUF SI

- Pas en mesure d'assurer le pilotage et la coordination
- L'objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes
- Restreint la concurrence
- Techniquement difficile ou plus coûteux

→ **Alors à justifier** en faisant apparaître les motifs de ce choix dans les documents internes de la procédure

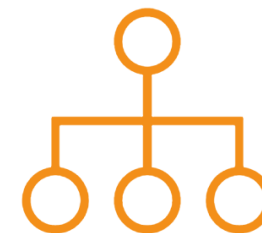


La forme du marché : l'allotissement

Exemple de marchés d'achat de mobilier ou de fourniture

Fonctionnel : 1 prestation = 1 lot

➔ Allotissement par public : Typologie de mobilier ou de fourniture, restaurant scolaire, adultes et éventuellement portage à domicile.



Géographique : en fonction du secteur d'activité et du public mobilisable

➔ Allotissement géographique : Chaque lot porte sur la fourniture pour un secteur donné de l'acheteur.



La forme du marché : l'allotissement

Une obligation pour tous les achats



Favorise l'accès des PME



Favorise les lots « verts »



Exemple : création de lots « écologique » pour la fourniture

Favoriser les entreprises innovantes qui ne pourraient pas répondre à l'ensemble du marché



Augmenter le niveau d'exigence sur une partie d'un marché



Potentiellement **plus compliqué** en termes de suivi

Un allotissement trop fin = risque que le montant des lots **ne soit pas assez attractif**

La forme du marché : les variantes

Qu'est-ce ?



Variante

Constitue des modifications des spécifications prévues dans la solution de base
Permet aux candidats de proposer une **solution alternative** (= offre alternative)



- Intégrer efficacement une composante sociale / environnementale, **sans indiquer de manière précise** les exigences en la matière
- Pour disposer d'une offre **plus innovante** malgré une bonne définition des besoins
- Méconnaissance du marché
- Peur d'un marché infructueux / d'un marché supérieur au prix de référence



Autoriser les variantes **sur la performance** du produit afin de faciliter l'analyse des offres

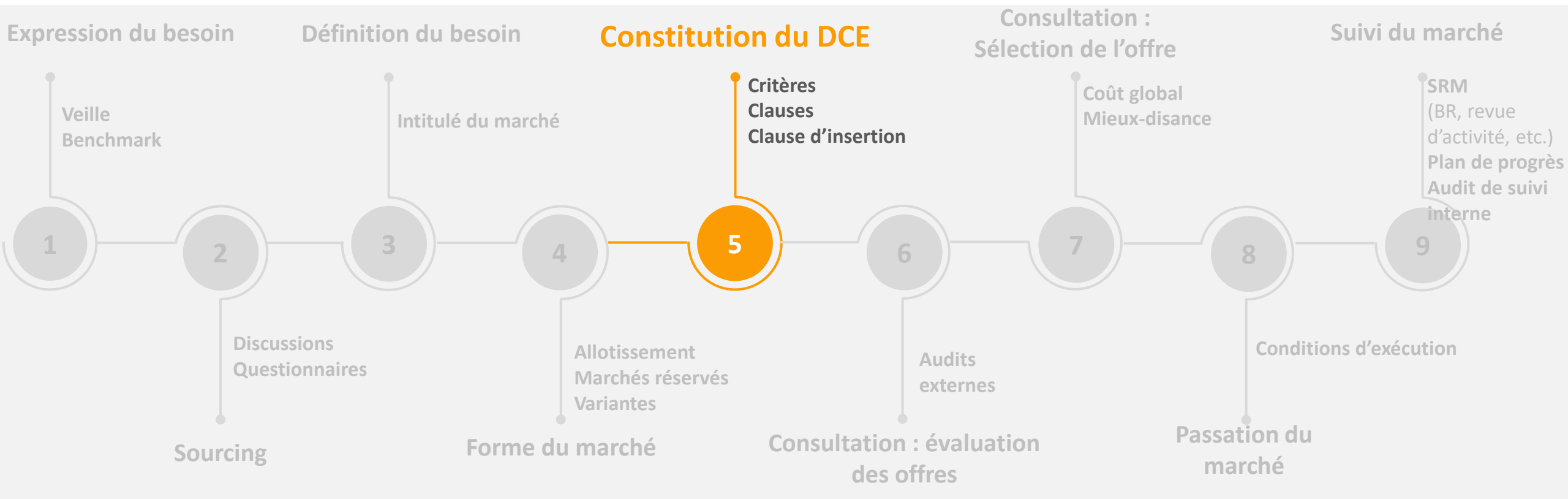
Ex : une batterie lithium ion

VS

une batterie qui permette de durer **X** temps, d'être rechargée **X** fois et qui est compatible avec **X** machine

Cibler le bon moment

La rédaction du cahier des charges



A grayscale photograph of a woman's face, partially obscured by her hands held up to her eyes. She is looking directly at the camera with a playful expression. The background is a solid light gray.

Partie 3

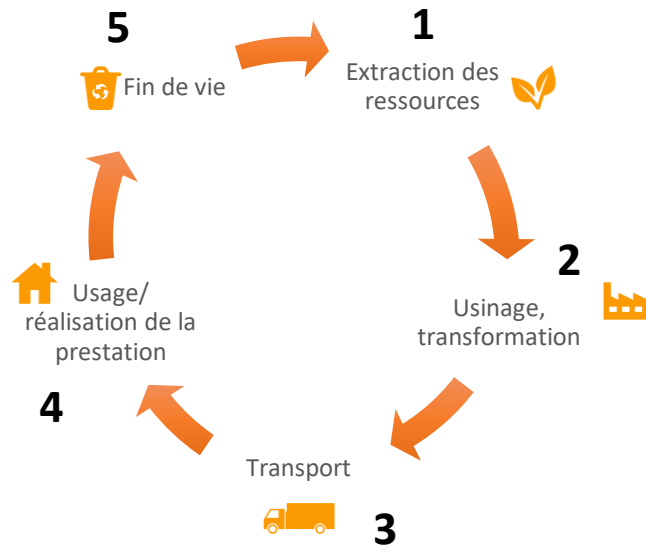
Rédaction de clauses et critères durables

-
Constitution du DCE

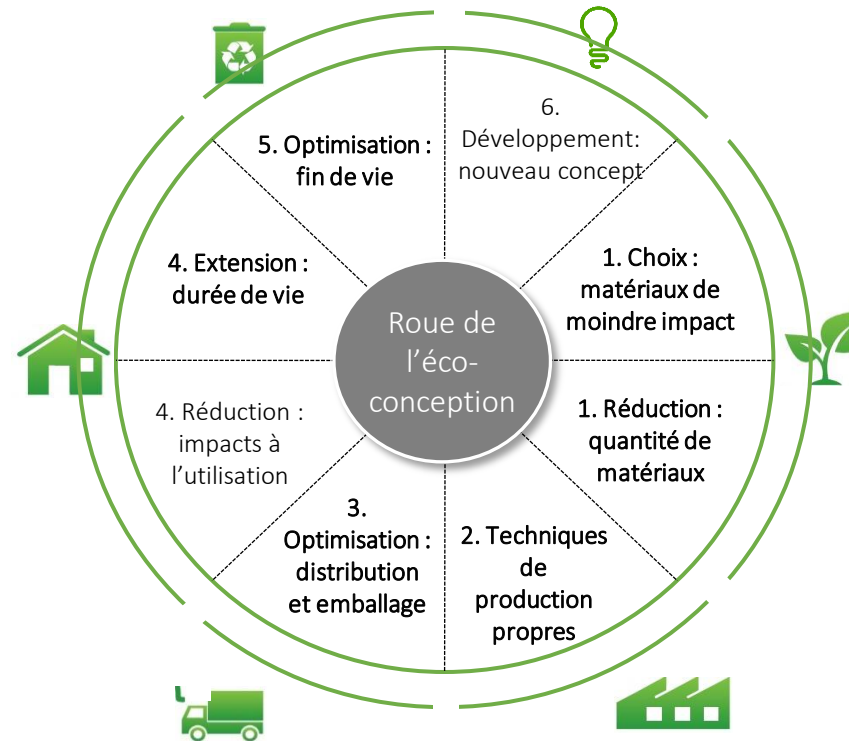
Intégrer les enjeux RSE dans le besoin

Définir le besoin en prenant en compte les enjeux RSE - PRODUIT

Etape 1
Identifier les impacts



Etape 2
Identifier les opportunités



Etape 3
Identifier les solutions

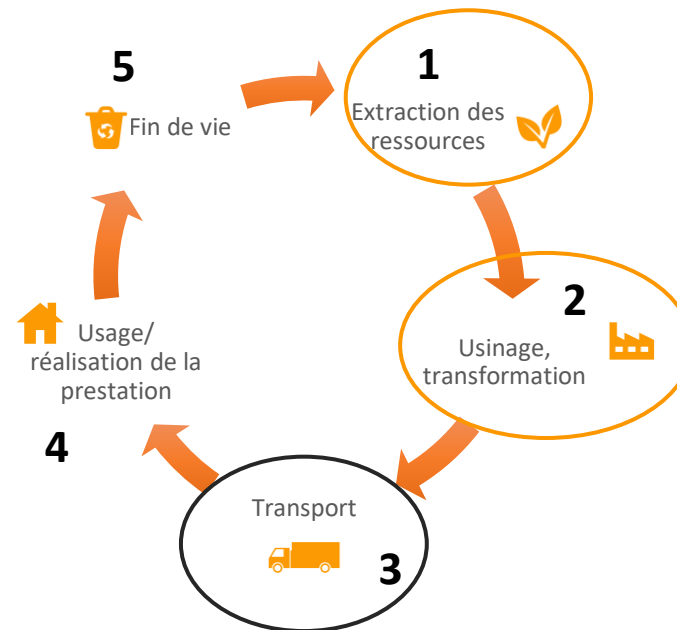


Important : penser aux **impacts sociaux** !
Conditions de travail, hygiène et sécurité, Insertion/handicap, etc

Intégrer les enjeux RSE dans le besoin

Exemple d'impact : Achat de mobilier de Bureau

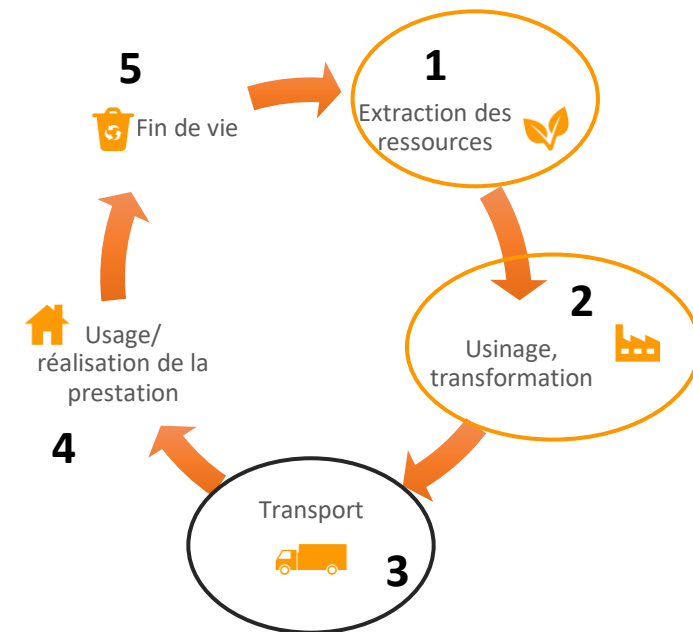
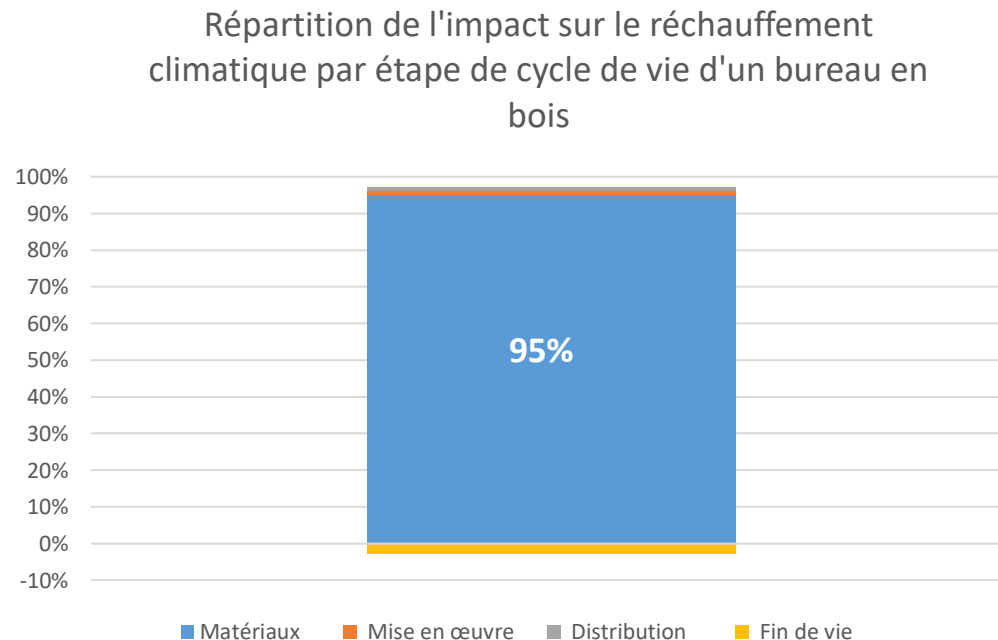
L'impact environnemental de la production et de l'utilisation de mobilier est significatif dans plusieurs domaines : **efficience des matériaux, consommation d'énergie et émission de substances nocives**. Ces enjeux sont tous déterminés par le choix des matériaux utilisés et des process de fabrication



Intégrer les enjeux RSE dans le besoin

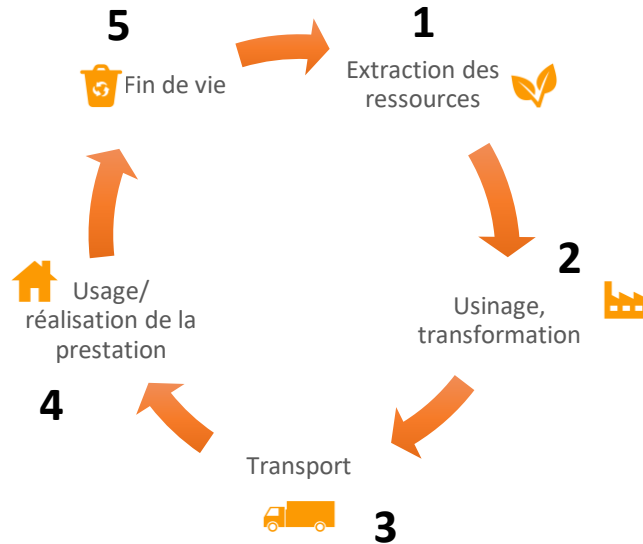
Exemple d'impact : Achat de mobilier de Bureau

L'impact environnemental de la production et de l'utilisation de mobilier est significatif dans plusieurs domaines : **efficience des matériaux, consommation d'énergie et émission de substances nocives**. Ces enjeux sont tous déterminés par le choix des matériaux utilisés et des process de fabrication



Intégrer les enjeux RSE dans le besoin

Exemple d'impact : Achat de mobilier de Bureau

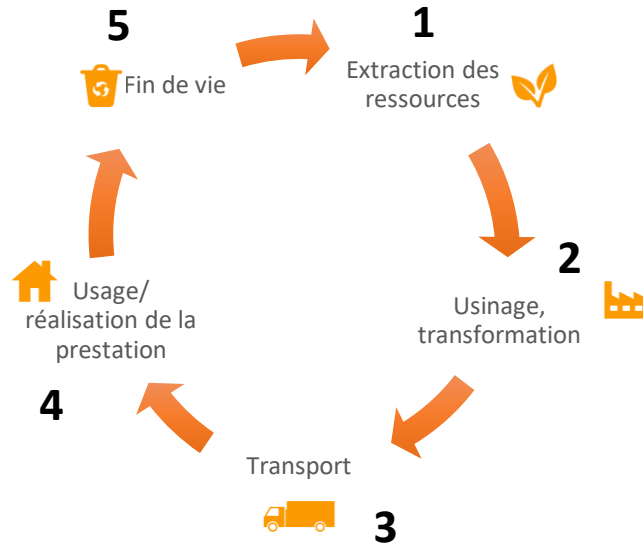


Quels sont les impacts environnementaux liés à l'achat de bureaux en bois ?



Intégrer les enjeux RSE dans le besoin

Exemple d'impact : Achat de mobilier de Bureau

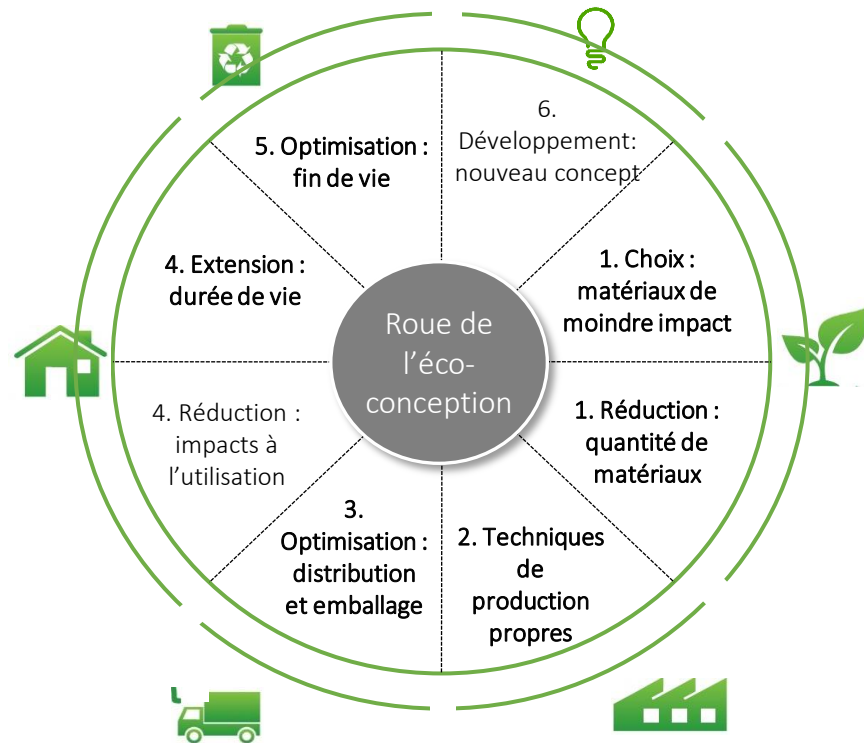


Quels sont les impacts environnementaux liés à l'achat de bureaux en bois ?

- Déforestation
- Pollutions chimiques liées à la production et l'usinage des pièces plastiques et métalliques
- Pollutions chimiques liées à la production des colles, peintures et vernis
- Emissions de COV liées à l'utilisation des colles, peintures et vernis
- Emissions de CO2 liées à :
 - L'extraction et la production de l'acier
 - La déforestation
 - L'usinage
 - Le transport

Intégrer les enjeux RSE dans le besoin

Exemple d'impact : Achat de mobilier de Bureau

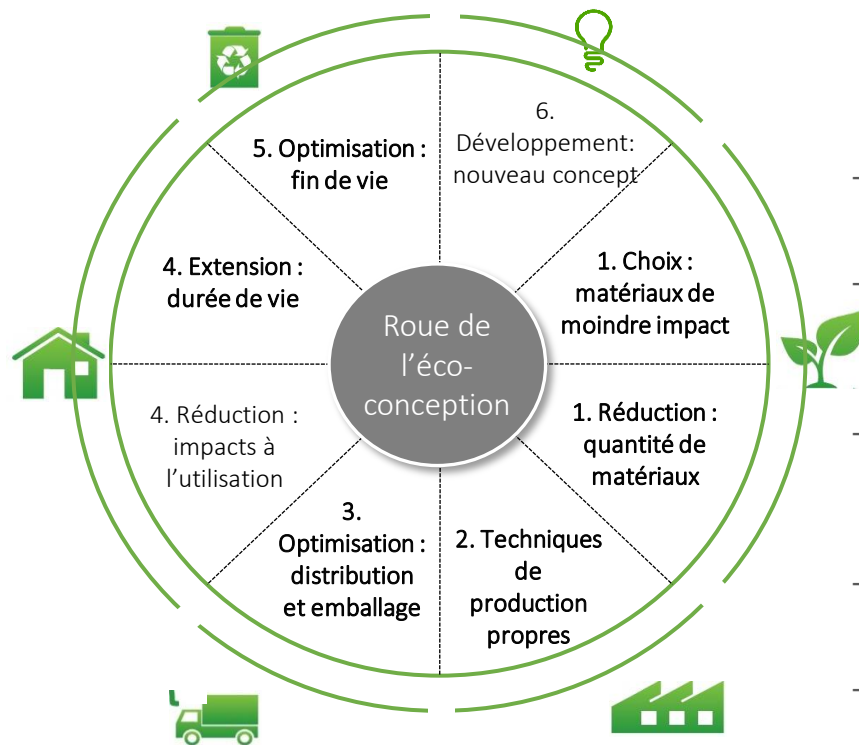


Quels sont les opportunités liées aux impacts ?



Intégrer les enjeux RSE dans le besoin

Exemple d'impact : Achat de mobilier de Bureau



Quels sont les impacts environnementaux liés à l'achat de bureaux en bois ?

- Demander du mobilier dont le bois est certifié FSC, PEFC ou équivalent
- Juger les soumissionnaires sur leur capacité à proposer du mobilier avec des pièces métalliques ou plastiques issues de matière recyclée
- Juger les soumissionnaires sur leur capacité à écoconcevoir (retirer les pièces métalliques et plastiques) ou à proposer un bureau issu de l'économie circulaire
- Juger les soumissionnaires sur l'empreinte carbone de leur prestation
- Exiger du titulaire de proposer des bureaux certifiés E0 (émissions de formaldéhyde et de COV)

Constitution du DCE – la rédaction

La différence entre clause et critère

Clauses

- ✓ Exigences **FERMES** = **non-négociables**
- ✓ **Obligatoire** : une offre qui n'est pas conforme est rejetée

- **Contrôlables**

Spécifications techniques

- Caractéristiques requises concernant : produit, processus, cycle de vie (normes/ labels/certif)
- Performance environnementale
- Exigence fonctionnelle

Conditions d'exécution

- Concernent la façon dont le marché est réalisé



Cahier des charges

Critères d'attribution

- ✓ Evaluation de la performance
- ✓ Permet de sélectionner le fournisseur le **mieux-disant** en évaluant sa performance

- **Pondération** – proportionnée à l'objet du marché

- **Contrôlables**

➔ Critères + sous-critères + pondérations définis et publiés



Règlement de consultation dans le cas d'une procédure négociée et dans l'avis de marché + RC en cas de procédure ouverte



Exigence et critère

Comment choisir ?

La maturité du marché et sa capacité à répondre au besoin

Le marché est-il suffisamment mature pour que la plupart des fournisseurs puissent y répondre?

- Oui : exigence
- Non : critère

L'enjeu de l'impact environnemental/social (positif ou négatif)

Est-ce un enjeu majeur?

- Oui : exigence **OU** exigence + critère associé
- Non : critère

L'enjeu du marché (passage en commission d'appel d'offre, marchés « stratégiques », ...)

Est-ce un marché à enjeu?

- Oui : exigence + critère associé
- Non : critère

Le prix lié à la prestation

En cas de trop grande incertitude : critère (ou variante)



Exigence et/ou critère

L'exemple du marché de pneus de bus

Exigence/Clause :

A minima 40% des pneus doivent être rechapés

Critère

Présentation de la gestion des carcasses et % de pneus rechapés proposés

Exigence/Clause et critère associé :

Exigence/Clause : Au moins 40% des pneus doivent être rechapés

Critère : Gestion des carcasses et % supplémentaire de pneus rechapés

Constitution du DCE – la rédaction

1. Focus sur les **spécifications techniques** : les labels

Normes & labels gouvernementaux



Labels associatifs



Les auto-déclarations et marques privées



Les symboles divers



Rédiger un critère

Rappel des grands principes

Il doit être :

Objectif = des indications claires et précises pour des réponses correctes des fournisseurs et une comparaison objective par l'acheteur et/ou le prescripteur

Proportionné et lié à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution

Non discriminatoire = un critère ou une clause ne peuvent **PAS** favoriser une entreprise
par exemple : critère géographique (sauf que dans des cas très spécifiques liés à l'objet du marché)

Transparent = les règles sont clairement énoncées dans les documents de consultation

- **s'ajoute et/ou s'intègre** aux critères habituels d'un marché
- le **respect** de la réglementation ne peut être un critère = offre de toute façon **irrégulière**



Article R2152-7 : Attribution du marché selon une pluralité de critères « **comprenant des aspects qualitatifs, environnementaux ou sociaux** » : accessibilité, apprentissage, diversité, conditions de production, garantie de la rémunération équitable des producteurs, performances en matière de protection de l'environnement, insertion professionnelle, biodiversité, bien-être animal, ...

La consultation : sélection de l'offre

Pour aller plus loin : le coût du cycle de vie

Se fonder sur le **critère du coût du cycle de vie** pour sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse *pour la société*

Coût du cycle de vie

=

coût direct (coût global) + **coût indirects** (externalités)



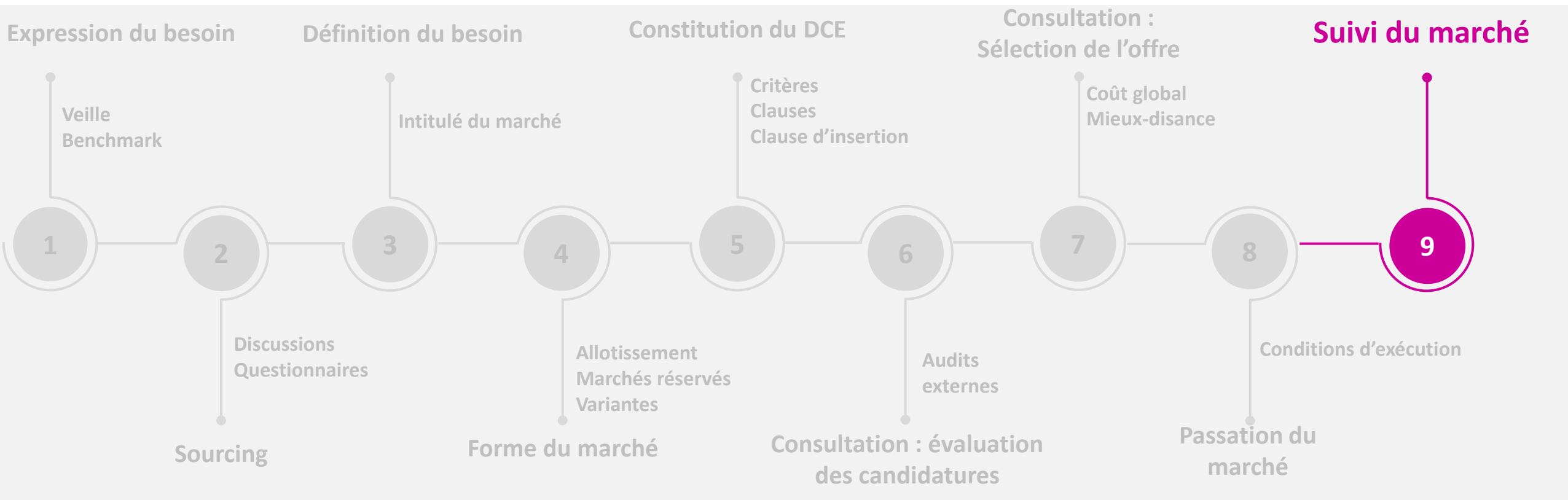
- *Acquisitions et frais annexes*
- *Frais d'utilisation*
- *Frais de maintenance*
- *Coûts liés à la fin de vie*

A condition que :

- **Leur valeur monétaire puisse être déterminée, vérifiée et publiée**
- **la méthode utilisée** pour récolter les données soit **accessible à tous** et fondée sur des critères vérifiables publiés et connus
 - N'exigent pas un **effort déraisonnable**

Cibler le bon moment

Le suivi du marché





Suivi du marché

Focus sur l'amélioration continue : le **plan de progrès**

Exemple de clauses et d'objectifs

Exemple de clause - modalité de suivi du plan de progrès

N° de l'article. Performance et plans de progrès

Les parties au contrat prévoient un Comité de pilotage annuel consacré à l'amélioration continue de la prestation. Lors de ce Comité, chacune des parties propose des axes d'amélioration visant à l'augmentation de la qualité ou l'efficacité de la prestation sur le plan du développement durable. Le plan de progrès ne peut constituer une libéralité pour l'une ou l'autre des parties.

Exemple d'objectifs : augmentation de la qualité des produits servis, réduction des consommations énergétiques, ou la réduction du gaspillage alimentaire.

Exemple de clause

« Le contrat est conclu pour une durée de x ans fermes, Il pourra être reconduit x fois pour une durée de x. La décision de reconduction est conditionnée par l'atteinte de l'objectif fixé : remise de l'ACV, du bilan CO2... »



Ces clauses doivent être prises en compte dans le prix des prestations

THANK
YOU

Arigato

Efharisto

Gracias

Danke

Shukran

Thoinks
Moite

Merci



Contact

Vincent MONCLUS

Vincent.monclus@buyyourway.eu

